

La frontière en Europe, une discontinuité socio-spatiale Analyse des représentations d'étudiants vivant à la frontière

Sylvie CONSIDÈRE et Fabienne LELOUP

Introduction

En 2017, dans le cadre d'un ouvrage collectif (Considère et Perrin, 2017), les auteurs proposaient un chapitre intitulé « Comment interroger la frontière par les représentations sociales » (Considère et Leloup, 2017, p. 27). L'analyse était fondée sur deux études empiriques appliquées à la frontière franco-belge, menée en 2014 et 2015, avant les situations d'urgence migratoire et d'attentats terroristes qu'ont connus les deux pays.

Cette frontière intra-européenne tendait à s'effacer si l'on s'appuyait sur les conditions de mobilité et de circulation en application ou sur l'accumulation de projets transfrontaliers notamment cofinancés par l'Union européenne depuis plus de 25 ans (Wassenberg *et al.*, 2015, p. 15). Cependant, ces études menées initialement à la frontière franco-belge ont révélé que la représentation de la frontière – y compris dans un contexte d'intégration régionale historique de plus de cinquante ans – reste complexe, associant des pratiques transfrontalières quotidiennes et le souci d'une frontière protectrice par rapport à sa communauté d'appartenance. Ainsi, les questions posées tant sur la frontière – les pratiques, les marqueurs, les vécus, les connaissances scientifiques – que sur les perceptions – accord ou non avec des définitions, avec des images, connaissance du voisin – ont démontré que la frontière reste une discontinuité persistante par rapport à l'autre, voisin proche, certes, mais appartenant à un autre lieu. En outre, même si la frontière est traversable, elle constitue une protection souhaitée, y compris une protection contre « l'épidémie des murs » (Debray, 2010).

La question de recherche

Toute frontière interétatique induit une discontinuité non seulement spatiale mais également politique, historique et sociale. L'étudier en tant que construit

social, selon un paradigme socio-constructiviste, met en évidence les relations qu'entretiennent les individus entre eux et avec l'objet politico-géographique que la frontière constitue ; ces relations influent sur la manière dont les individus en construisent individuellement et collectivement le sens et donc dont ils la perçoivent.

Nous proposons d'analyser la frontière en tant que discontinuité en partant de la représentation, individuelle et sociale, que cet objet suscite : il ne s'agit pas de constater la réalité du passage ou de la rupture mais d'appréhender l'interprétation que se construisent les individus et le système explicatif nourri de pratiques, de perceptions, de valeurs et de transmissions qui forge ces représentations. Nous nous centrons sur les populations vivant dans les zones transfrontalières.

La frontière se définit ici comme une discontinuité complexe : certes issue d'une décision politique et d'un marquage physique, elle n'existe – comme toute discontinuité – que parce qu'elle est perçue et interprétée comme telle. Et ce sont bien les représentations de cette frontière, et donc de la relation de part et d'autre de cette discontinuité, qui sont ici interrogées. Ces représentations incluent la distinction entre l'ici et l'ailleurs, nous et les autres : elles tiennent compte des construits sociaux élaborés de chaque côté, mais aussi de la vision, de la relation à l'autre et des possibilités de passage ou de contact. Elles permettent d'analyser le lien direct avec le quotidien des interviewés ainsi qu'une perspective plus générique, relative à la frontière en tant que concept.

À propos du cadre théorique et de la méthode

La frontière instaure, ainsi, une discontinuité socio-spatiale en ce qu'elle marque le passage d'un territoire à un autre, d'une société à une autre. Dans le cadre de l'Union européenne qui tend à rendre les passages d'un pays à l'autre les plus fluides possibles et qui amoindrit les discontinuités matérielles, il s'agit ici d'interroger la manière dont les populations de zones proches de la frontière envisagent la limite, le passage et le rapport à l'autre dans une dialectique avec leur propre identité.

Nos travaux ont permis de collecter des données en Belgique, en France (Considère et Leloup, 2017, p. 31.) et en Suisse. Les frontières concernées sont des frontières ouvertes, de par l'Union européenne ou les accords de Schengen, et sur lesquelles de nombreux projets de coopération transfrontalière ont été mis en œuvre depuis les années 1990 (Wassenberg *et al.*, 2015, p. 29). Les personnes interrogées sont des étudiants de sciences sociales¹ de niveau premier cycle universitaire et master, auxquels nous avons proposé un questionnaire.

1. Étudiants en sciences de gestion et sciences politiques interrogés à l'université catholique de Louvain site de Mons en Belgique, étudiants en géographie, interrogés à l'université d'Artois en France et étudiants en master professorat des écoles interrogés à l'École supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE) de Lille, étudiants en histoire et en relations internationales, interrogés à l'université de Genève (nous remercions Lauranne Jacob, docteure en géographie,  administré cette partie de l'enquête), étudiants en sociologie, interrogés à l'université de Lille.

Pour des raisons matérielles, nous avons privilégié des étudiants auxquels nous avons accès, directement ou indirectement, la passation des questionnaires a été assurée par nos soins ou par des collègues universitaires (en Suisse et à l'université de Lille). Nous avons choisi les lieux de passation en fonction de la plus ou moins grande proximité avec la frontière : Mons, Lille, Arras, Genève.

L'échantillon compte 130 étudiants (40 étudiants en Belgique (dont 6 ne sont pas originaires du pays), 39 étudiants français et 51 suisses), qui ont entre 17 et 25 ans. Ils forment un groupe assez homogène dans la mesure où tous sont familiarisés avec les problématiques du passage frontalier au travers des études qu'ils suivent (ils abordent des thèmes comme l'économie internationale, les migrations, la mondialisation, les réglementations internationales, les accords économiques, l'Europe ou la géographie politique dont l'étude des frontières), mais aussi au travers de leurs propres pratiques spatiales, car ils vivent près de la frontière et sont nombreux à la traverser régulièrement.

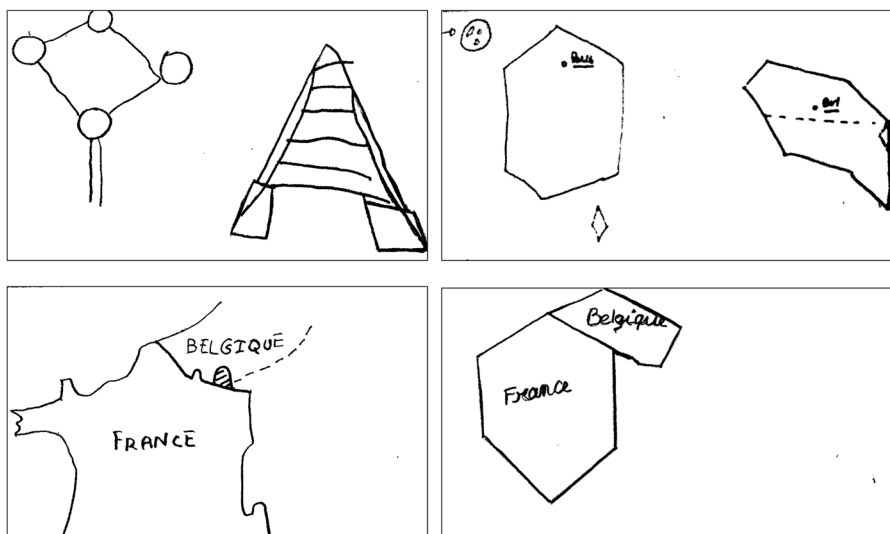
Notre interrogation des représentations sociales se fonde sur une démarche qualitative, les entretiens sont remplis individuellement. L'objectif est d'amener les répondants vers une expression la plus spontanée possible et qui soit la plus susceptible de contenir les éléments structurant les représentations. Selon la théorie de Jean-Claude Abric (1994), les représentations sociales se structurent au sein de chaque individu en un noyau central et une zone périphérique. Les références les plus solides de chaque individu s'ancrent dans le noyau, celles qui organisent sa pensée sur le monde, celles qui guident les schèmes de réaction à tout stimulus ; en général, l'individu n'en a pas pleinement conscience. Interroger ce noyau central s'avère particulièrement ardu : les méthodes employées par les sociologues, par exemple, se fondent sur des entretiens de longue durée, libres ou semi-directifs au cours desquels le chercheur amène l'individu interrogé à approfondir de plus en plus ses réponses et ses justifications. Notre méthode recourt à un questionnaire, ce qui permet un échantillon plus important, incluant des questions ouvertes et des entrées différentes et liées entre-elles. Le questionnaire repose sur les perceptions et les avis des interviewés et non sur leurs connaissances et insiste sur cet aspect : c'est d'autant plus important que le questionnaire a été administré à des étudiants, dans un cadre universitaire.

Pour aborder la question du rapport à l'autre dans un espace transfrontalier, nous avons conçu le questionnaire selon diverses entrées : associations d'idées à des mots inducteurs, niveau d'adhésion à des affirmations, exposés d'avis et de définitions, utilisation d'images. Nous avons aussi testé la réalisation de cartes. Cette manière de procéder permet de mettre en évidence des lignes de force dans les réponses obtenues et d'approcher quelques représentations propres au noyau central.

Nous ne développerons que rapidement ici les réponses apportées *via* les cartes mentales ou plus généralement les dessins effectués par les répondants. Comme le précise Loïc Avry dans sa thèse (Avry, 2012, p. 362), l'analyse des perceptions permet d'interroger les savoirs profanes, l'utilisation de cartes mentales renvoie à une représentation personnelle déformée, créative et utile car elle rend compte

de l'organisation de l'espace et des pratiques; la carte mentale n'est en réalité qu'une métaphore, un dessin simplifié de ce que le répondant avait en tête. À la question « Représentez la Belgique et la France » (ou « Représentez la France et la Belgique »), les étudiants répondent par des tracés qui tentent de figurer les deux pays l'un par rapport à l'autre (fig. 1). On trouve massivement des essais de cartes (4/10^e des réponses belges² et un peu plus de 6/10^e des réponses françaises) et quelques tentatives de schématisations géométriques, plus nombreuses chez les étudiants français (11) que belges (5). Quelques étudiants belges (6) représentent les deux pays de manière séparée et cinq marquent la frontière linguistique belge entre espace francophone et espace néerlandophone. Trois étudiants (1 Belge et 2 Français) choisissent une échelle qui montre essentiellement la ligne de séparation entre les deux pays. Quelques étudiants représentent des symboles (tour Eiffel, Atomium...). On retrouve ici les catégories notamment mises en évidence par Gianluca Simi (2019) qui distingue les cartes spécifiques, empreintes des connaissances géographiques et savantes, les cartes quotidiennes des pratiques et le recours à l'iconographie. L'analyse de ces tracés recueillis auprès des étudiants belges et français montre que le discours qui les sous-tend est notamment celui de l'école. La formation en cartographie présente dans le cursus secondaire français mais absente en Belgique constitue certaines des limites relatives au traitement de ces données, la question n'a pas été reprise dans les questionnaires administrés aux étudiants suisses.

Figure 1. – Quelques réponses à la question
« Représentez les deux pays frontaliers, Belgique et France ».

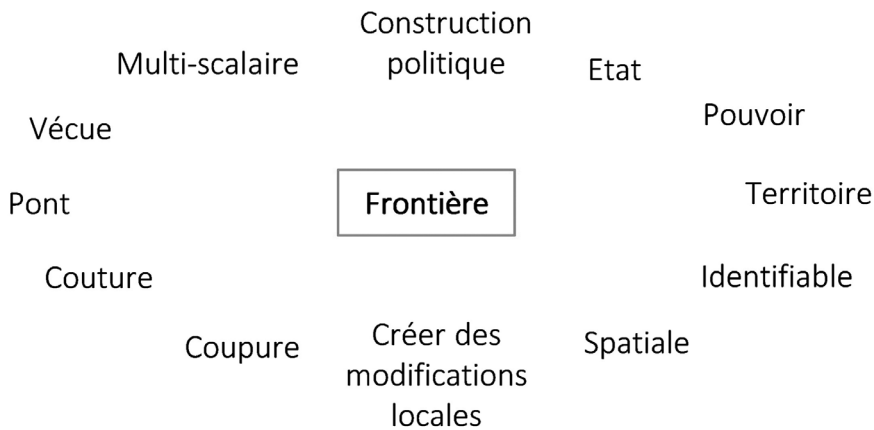


Réalisation : CONSIDÈRE, 2018.

2. Nous qualifions d'étudiants belges les étudiants étudiant en Belgique, de même les étudiants français sont ceux qui étudient et ont été interrogés en France et les étudiants suisses ceux qui ont été interviewés à Genève.

Comme dans toute recherche, notre cadre scientifique guide la collecte des données et donc l'élaboration du questionnaire (Considère et Leloup, 2017, p. 34-38). Dans un premier temps, nous avons donc constitué le réseau conceptuel relatif à l'objet dont nous souhaitons capter les représentations, et nous avons identifié les attributs du concept de frontière, déterminés par les études scientifiques de référence (fig. 2). Ces attributs sont inscrits dans les questions posées selon un niveau de langage en lien avec la connaissance que nous avons de l'échantillon, entre langage commun et langage scientifique. L'administration d'un questionnaire semblable dans l'espace public ou auprès d'un autre groupe d'individus aurait nécessité une « traduction » langagière.

Figure 2. – Les attributs du concept de frontière.



Réalisation : CONSIDÈRE, 2018.

Les représentations sont construites par les individus sous l'influence des pratiques et des discours. Si l'on peut espérer que les personnes interrogées formulent la manière dont elles se représentent un concept, il est difficile d'appréhender la part de ces influences et la manière dont elles se combinent entre elles. Il est cependant possible de repérer celles qui sous-tendent les pratiques spatiales car les personnes interrogées livrent volontiers leurs habitudes : fréquence du passage frontalier, raisons du passage, itinéraires. Certaines perceptions sont également appréhendables : manière dont on voit que la frontière est franchie, jugements portés sur le pays voisin et ses habitants.

L'influence des discours est plus complexe à cerner dans la mesure où ils sont nombreux : familiaux, scolaires, associatifs, politiques, médiatiques et se mêlent les uns aux autres chez chaque individu de manière variable. Les questions mettent les étudiants enquêtés en situation de réfléchir à des éléments de discours médiatiques et scolaires et amènent à interroger leur éventuel intérêt à l'information du pays voisin. Connaître leurs canaux d'information privilégiés renseigne sur le type de médias qui les influencent.

Interroger leur connaissance des partenariats transfrontaliers et des réalisations ou projets qui leur paraissent rapprocher ou éloigner les habitants voisins permet de vérifier si les étudiants interrogés sont marqués par des discours plus spécialisés. Ce serait ainsi le cas s'ils sont influencés par des informations émanant de communications institutionnelles, comme celles venant de municipalités ou émanant de groupements transfrontaliers tels l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai ou l'agglomération Franco-Valdo-Genève dite Grand Genève.

Une partie du questionnaire mesure le degré d'adhésion des étudiants à des affirmations relatives à la frontière, directement issues de la littérature des *border-studies*, relevant donc d'un discours universitaire mais non neutre. Il ne s'agit pas de tester la connaissance mais bien l'avis sur ces affirmations. Sept formulations ont été retenues, traduisant des positions spécifiques : la frontière vue comme construction résolument humaine, la frontière comme lieu d'articulation, d'appropriation de nouveaux territoires, comme limite de souveraineté, outil de développement, de progrès, ou la frontière comme gage de protection. Le degré d'adhésion à ces manières de caractériser la frontière renseigne sur la façon dont les étudiants se la représentent ; l'enquête écrite et anonyme et le recours à des affirmations de type scientifique amènent plus facilement l'enquêté à se positionner, en choisissant les contenus qui le confortent et en mettant à distance ceux qui le déstabilisent.

Les informations recueillies sous forme de discours verbal (mots associés, justifications, définitions) ont fait l'objet d'une analyse de type sémantique selon la méthode dite des listes réduites. Pour chaque question, les réponses sont dépouillées de manière exhaustive ; nous en faisons ensuite une première lecture flottante (Baribeau, 2009, p. 139-140.), sans grille préétablie, afin de nous approprier le/les sens. Puis, notre unité choisie étant le mot, nous procédons à des catégorisations qui nous donnent des « familles sémantiques » que nous rapprochons ensuite les unes des autres afin de réduire les thèmes qui participent des représentations que nous cherchons à approcher. Le poids de chacun est apprécié à l'aide de calculs d'occurrence.

À la fin du questionnaire, une série d'images est proposée : les étudiants interrogés doivent choisir celle ou celles qui représentent, pour eux, le mieux la frontière (fig. 3). Rappelons que le fait de mettre un individu en situation de répondre à des questions provoque un processus de réflexion relativement à l'objet considéré, une rétroaction quant à sa compréhension, son entendement. Le parcours proposé par le questionnaire et la demande de réponse l'amènent à s'interroger lui-même sur ces notions d'identité, de rapport à l'autre, de frontière. Lui demander, en toute fin, de rapprocher sa propre définition de la frontière d'une ou plusieurs images, le conduit à laisser transparaître sa représentation centrale, sans qu'il ne doive la traduire en mots. Les images ont été choisies par les chercheuses en fonction des typologies existant sur les frontières. Certes, l'image reprend un langage complexe que le chercheur ne peut complètement maîtriser. Afin de diminuer l'impact de ce biais, les réponses sont traitées relativement les unes aux autres.

*Figure 3. – Images choisies par les chercheuses
en fonction des typologies existant sur les frontières.*



Frontière barbelés



Frontière naturelle



Frontière pont



Frontière urbaine



Frontière sociale



Frontière dissymétrique

Dans les questionnaires, elles sont présentées sans commentaire.

Résultats

Quelle proximité avec le voisin ?

Le degré d'informations sur le voisin différencie les étudiants français des étudiants belges et suisses. Ces derniers se disent informés et intéressés par les informations sur le voisin français, ce qui n'est pas le cas des étudiants français dont près de 9/10^e ne s'informent pas et la moitié se dit non intéressée par ce qui se passe dans l'autre pays. Lorsque l'intérêt pour le pays voisin se manifeste, cela est motivé par la proximité géographique mais aussi linguistique et culturelle (l'intérêt pour la France est motivé par son importance dans l'Union européenne).

Les informations passent par des canaux classiques, télévision, radio et journaux et par Internet – remarquons que les étudiants n'associent que très

marginalement informations et connaissances livresques ou scolaires – ce qui nous permet d'interpréter l'ensemble des réponses obtenues comme appartenant au registre des représentations sociales. Cette hypothèse d'interprétation est confortée par la faible connaissance des découpages administratifs du pays voisin (régions, départements, cantons).

Les termes associés au pays voisin montrent que les étudiants pensent d'abord aux lieux liés au tourisme, aux aspects politiques (Belges et Suisses mettent en avant le régime présidentiel français), à la gastronomie (fromages, chocolat, frites, bière). Les étudiants belges et français utilisent des termes renvoyant à des réalités sociétales comme la diversité, des personnages célèbres, le bilinguisme ou encore le chauvinisme. Les aspects sociétaux évoqués par les étudiants suisses à l'égard de la France sont pour partie négatifs : un tiers des individus évoque les crises, le chômage, les grèves, les dysfonctionnements politiques.

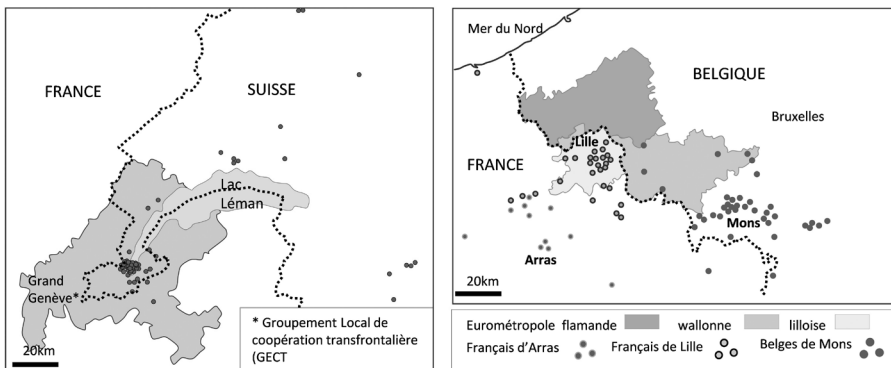
Lorsqu'on regarde les termes que les étudiants interrogés associent à leur propre pays, on observe une similitude des catégories mobilisées par les étudiants belges et français, ce sont les mêmes que celles observées pour les termes qualifiant l'autre à savoir les domaines du politique et de la gastronomie. Les termes dessinent une mise en miroir : Bruxelles/Paris, royauté/régime présidentiel, fromages/frites et rendent compte d'une proximité entre les deux communautés. Certaines réponses s'opposent : « nous », chaleureux, accueillants, une nation *vs* « eux » chauvins, ridicules, clivés, mais aussi « nous » fermés et « eux » ouverts (bien que ce dernier type de réponse soit marginal). L'analyse de l'ensemble des termes met en avant davantage les ressemblances que les dissemblances entre Belgique et France.

La vision portée par les étudiants suisses sur leur propre pays fait état d'un sentiment positif affirmé (près de 6/10^e des répondants). À nouveau, un effet miroir peut être relevé : aux crises et problèmes français répondent la prospérité, le calme, la sécurité suisses. Cette interprétation est nuancée par le fait que les individus montrant un sentiment positif à leur propre endroit ne déprécient pas systématiquement le voisin. Cependant, cela rend compte d'une certaine distance entre étudiants suisses et français, distance que l'on ne retrouve pas entre étudiants belges et français et ce, même si les différentiels économiques (coût de la vie, salaires) sont cités comme des facteurs de rapprochement importants dans ces deux groupes.

L'appréhension de la distance entre voisins se lit, de manière plus explicite, au travers de ce qui paraît, aux étudiants interrogés, rapprocher ou éloigner les habitants des deux pays (précisons que la moitié des étudiants suisses, 6/10^e des belges et moins d'un quart des Français ne répondent pas à l'une ou l'autre des deux questions). Dans les trois groupes, la langue et les mentalités sont des facteurs de différenciation forte, contribuant dans certaines réponses au rapprochement et dans d'autres à l'éloignement. Pour les répondants suisses, c'est d'abord la politique qui éloigne (ce critère est peu évoqué par les étudiants français et belges). Ces réponses pourraient faire référence aux discours « anti frontaliers » qui traversent les médias suisses (cette hypothèse nécessiterait d'être

vérifiée). La question des travailleurs frontaliers existe aussi entre France et Belgique mais ne faisait pas l'objet (au moment des enquêtes, en 2014 et 2015) de discours médiatiques particuliers comme à Genève. Les réalisations transfrontalières sont citées comme des outils de rapprochement par les étudiants suisses. Quatre sur dix font référence au CERN³, au CEVA⁴, au Grand Genève. De leur côté, seuls deux répondants français et deux belges citent l'Union européenne et Schengen comme moyen de rapprochement ; aucun ne fait référence à l'existence de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai ou à d'autres institutions transfrontalières franco-belges. Les cartes localisant le lieu de vie habituel des étudiants (fig. 4) montrent que les étudiants belges et français sont un peu plus nombreux que les suisses à vivre hors de la zone transfrontalière. Mais tous les étudiants interrogés vivent dans un espace où la proximité géographique du voisin fait partie du quotidien, au moins du vécu possible. De nombreux jeunes français vont s'approvisionner en tabac ou carburants en Belgique. De nombreux jeunes belges viennent en France pour le tourisme. Nombreux sont donc ceux qui parcourent l'espace transfrontalier.

Figure 4. – Lieu d'habitation des étudiants interrogés relativement à leur zone transfrontalière respective.



Réalisation : CONSIDÈRE, 2017.

Il est constaté que répondants belges et français ne semblent pas avoir conscience de l'existence de cet espace de la même manière que leurs collègues suisses. Si les étudiants suisses connaissent davantage les projets menés dans leur zone transfrontalière que leurs collègues français et belges pour la zone franco-belge, on peut faire l'hypothèse que l'information est différente et que les discours médiatiques portant ces projets sont plus dynamiques dans la zone du Grand Genève que dans l'Eurométropole. Une enquête (Considère et Leloup, 2017,

3. Centre européen de recherche nucléaire.

4. CEVA : projet de liaison ferroviaire comprenant la création d'un nouveau tronçon de 16 km entre la gare de Cornavin et Annemasse pour la connexion du réseau ferroviaire suisse et français (Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse).

p. 49-54), menée auprès de 255 personnes interrogées dans la rue dans la zone transfrontalière de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, a montré que peu de gens étaient informés sur les actions de cette institution transfrontalière et sur ses réalisations.

Néanmoins, savoir qu'il existe des projets transfrontaliers ne construit pas, chez les étudiants interrogés, une notion claire de ce qu'est une région transfrontalière. La définition qu'ils donnent au terme est massivement « région à cheval sur la frontière » ou simplement « région située à la frontière ». Elle est aussi définie comme « zone de passage », notamment pour les achats, le travail ou les études. Peu d'étudiants, 2/10^e des Suisses, 1/10^e des Belges et 5/10^e des Français, évoquent des relations entre acteurs ou l'idée d'accords entre États.

Marqueurs spatiaux perçus de la discontinuité

Caractériser la manière dont les individus de notre échantillon perçoivent et définissent la limite territoriale qu'est la frontière aide à comprendre l'idée que chacun se fait de l'autre par rapport à soi.

Dans ces espaces transfrontaliers où le passage de la frontière est facilité et, dès lors, la discontinuité créée par la frontière relativement faible, nous avons voulu vérifier comment on perçoit « être passé chez le voisin ». Pour tous les étudiants, le changement de l'état des routes et la signalisation sont des indices forts. Viennent ensuite des marqueurs culturels tels les panneaux publicitaires, les marques commerciales, les magasins et l'affiche du prix de certains produits comme le tabac. Là encore, répondants belges et français mobilisent les mêmes catégories. Ils perçoivent leurs territoires respectifs avec une grande proximité. Les étudiants suisses, en revanche sont plus sensibles aux changements de paysage. Ils remarquent l'architecture, les bâtiments et les maisons, les aménagements et surtout l'entretien, des routes mais aussi des infrastructures et des bâtiments jugés moindre ; ceux-ci constituent autant de signes, qui, pour eux, marquent une discontinuité.

Le passage d'une frontière est traditionnellement marqué dans l'espace par des éléments caractéristiques comme le poste de contrôle. La mention de la douane n'apparaît que chez deux étudiants belges, onze français et sept suisses. Il est vrai que les postes douaniers ont quasi tous disparu à la frontière franco-belge et, s'ils sont encore visibles en tant que bâtiment, ils ne sont plus signalés en tant que tels.

Le passage de la frontière franco-suisse est un peu plus marqué, les postes de douane sont en activité et visibles et, sur les routes secondaires, les panneaux imposants du « service fiscal » ou ceux de « douane/Zoll » signalent le changement de pays mais sans entraver la circulation. Les pratiques quotidiennes participent de la construction des représentations mais les expériences plus ponctuelles de l'individu et ses apprentissages jouent aussi leur rôle : dès lors l'association frontière/douane peut renvoyer à des connaissances théoriques des répondants mais aussi faire référence à des passages douaniers vécus lors d'autres voyages.

Les réponses obtenues montrent que la frontière en tant que telle n'est pas perçue comme fortement marquée mais que le passage ailleurs, chez l'autre, lui, est perçu.

Définitions et adhésions à certains états de la frontière

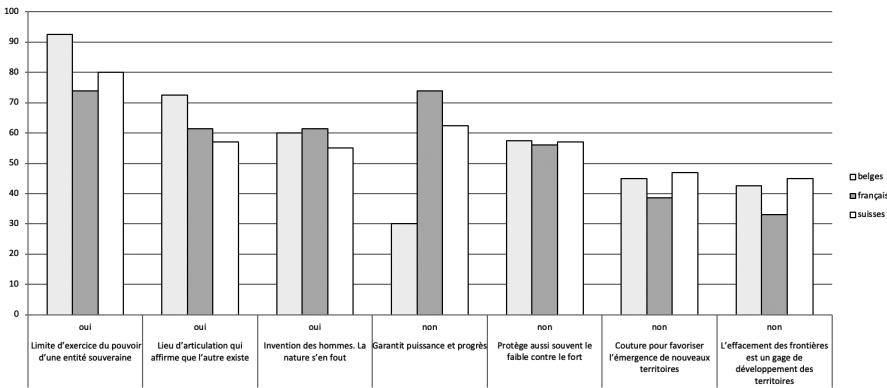
La définition donnée au terme « frontière » par les répondants affine la manière dont se construit la représentation de cette discontinuité particulière. Chaque réponse donnée peut contenir une seule ou deux idées que nous avons prises en compte selon la même méthode de construction de familles sémantiques. Le plus grand nombre de réponses pose la frontière comme « une limite entre deux pays », mais aussi, plus vaguement, « entre deux espaces », révélant une définition moins maîtrisée, et venant surtout des étudiants de gestion, sociologie et sciences de l'éducation. La frontière est une limite politique pour un tiers des étudiants belges et français et près de la moitié des suisses : cela provient de ceux qui suivent des études de sciences politiques, géographie et relations internationales. Nous repérons donc deux groupes : les premiers donnent une définition construite à partir de leurs représentations, les seconds utilisent les savoirs universitaires acquis. Un élément frappant réside dans le fait que le champ sémantique de la séparation est présent chez 1/10^e des Français et 2/10^e des Belges mais mobilise la moitié des suisses, alors que la notion de passage n'est que très peu mobilisée dans ces définitions personnelles de la frontière (moins de 5 étudiants sur 10).

À la question « est-il souhaitable que les frontières disparaissent », les 3/4 des étudiants belges et suisses et 7/10^e des français répondent par la négative ; ceux qui répondent par l'affirmative évoquent le fait que les pays (les leurs) font partie de l'Europe et ont des mentalités proches. Quelques-uns, surtout suisses, voient la disparition des frontières comme un facteur d'évolution et un bénéfice pour l'économie. Le « non » est donc majoritaire dans les trois groupes. Les raisons sont relatives à la préservation de la souveraineté nationale, surtout pour les suisses, et de l'identité de chacun. Les Français mettent en avant la régulation des flux.

Les représentations liées à la frontière s'affinent avec l'analyse de la plus ou moins grande adhésion à des éléments issus de la littérature scientifique (fig. 5).

Les trois groupes présentent des réponses assez semblables, où l'on retrouve l'importance de la limite territoriale. La frontière est une construction humaine, d'abord limite de l'exercice du pouvoir d'un État et matérialisation du contact avec l'autre. L'effacement des frontières comme gage de développement rencontre l'adhésion d'1/3 des étudiants belges et français mais seulement 1/10^e des suisses. La discontinuité peut être perçue comme faible comme cela semble être le cas entre étudiants belges et français mais elle est indispensable. Elle aide à se construire relativement à l'autre même s'il est perçu comme étant proche.

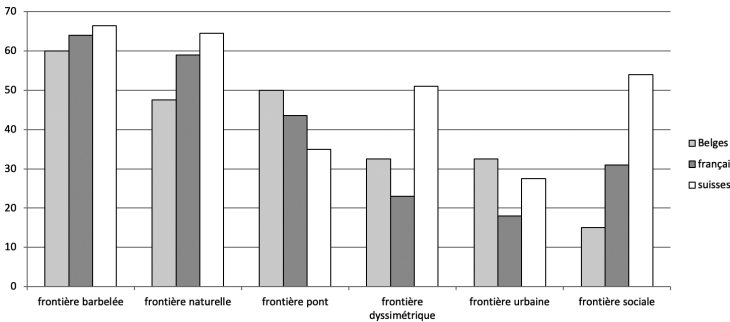
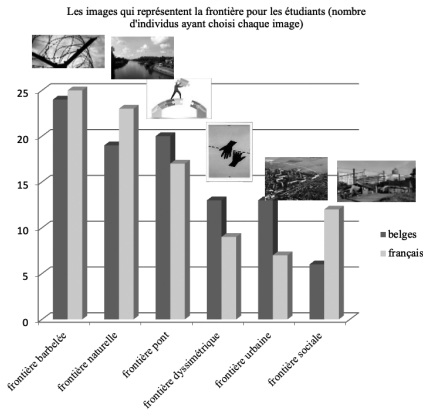
Figure 5. – Taux d'adhésion aux affirmations proposées sur la frontière.



Nous représentons ici, pour les trois groupes, les adhésions et les refus les plus forts (9/10^e des étudiants belges interrogés sont d'accord avec l'affirmation « la frontière est la limite d'exercice du pouvoir d'une entité souveraine »).

Réalisation : CONSIDÈRE, 2018.

Figure 6. – Images associées à l'idée de la frontière que se font les étudiants interrogés.



Réponses rapportées au nombre d'étudiants de chaque groupe : 6/10^e des étudiants belges interrogés choisissent la « frontière barbelée ».

Réalisation : CONSIDÈRE, 2018.

Le choix des images, à la fin de l'enquête, complète l'analyse de la représentation de la frontière : les résultats confortent la représentation d'une frontière-séparation (fig. 6). Alors que les réponses analysées quant aux pratiques et au voisin montraient une certaine proximité et soulignaient le passage plus que la séparation, les questions relatives à la frontière, en général, renforcent l'idée d'une frontière qui se durcit : frontière protectrice, frontière barbelés, frontière marquée.

Conclusion

L'enquête menée permet d'approcher la représentation de la frontière dans sa complexité. En tant que discontinuité, elle trace une limite, un ici et un ailleurs, un nous et un autre. Travailler sur une frontière, en Europe de l'Ouest, renvoie à un autre spécifique, un voisin, joignable, visible et assez proche.

Le questionnement croisé de l'enquête permet d'approcher le contenu du noyau central de ces représentations. Nous nous attendions à ce que les étudiants, interrogés dans le cadre d'une Europe ouverte et n'ayant connu que ce type de frontière dans leur quotidien, associent davantage la frontière – en général – à une construction, un pont, un passage. Les enquêtes ont montré que les étudiants interrogés sont plus de six sur dix à associer la frontière aux barbelés des frontières militarisées et qui n'existent pas dans leur espace vécu, ou à une frontière naturelle – contre laquelle  ont nombre de géographes. En outre, les trois quarts d'entre eux ne considèrent pas la suppression de la frontière, en général, comme un gage de développement.

Les réponses permettent de caractériser la proximité perçue entre soi et le voisin. Cette proximité semble être plus importante entre les étudiants français et belges interrogés qu'entre suisses et français (même si nous n'avons pas pu interroger la vision que pourraient avoir des étudiants français des suisses). Dans l'espace ouvert qu'est l'Europe de l'Ouest, et dans deux zones transfrontalières, administrativement favorisées, les relations avec les pays limitrophes sont « de bon voisinage », l'autre est reconnu comme étant proche mais il reste différent. L'ouverture de la frontière permet que l'on aille de l'autre côté pour raisons personnelles : on peut y acheter des produits moins onéreux, y avoir sa résidence, aller y travailler au quotidien, mais sans que ces contacts ne contribuent à créer une identité transfrontalière.

La frontière est, de fait, une discontinuité politique et par suite spatiale, mais aussi sociale – celle qui est appréhendée ici. Les frontières internes de l'Europe se traversent de manière fluide, contribuant sans doute à banaliser le contact avec l'autre et ainsi à mieux le tre. Pour autant, chez les étudiants interrogés, les représentations classiques voire clichés de l'autre perdurent. Pour une majorité d'entre eux, la frontière étatique demeure importante. Les étudiants belges et français semblent se percevoir mutuellement proches – moins en ce qui concerne les suisses – mais la frontière reste un repère très fort que peu souhaitent voir disparaître. La discontinuité qu'elle représente est constitutive de l'identité, elle

marque une limite à laquelle on tient, la différence avec l'autre permettant de se construire et de se définir. La limite frontalière agit comme l'un des garants de cette identité : ceci explique la volonté de ne pas la voir disparaître et le souhait de lui garder sa mission de protection. La frontière s'associe donc, pour les étudiants interrogés, davantage à la notion de séparation que de passage.

BIBLIOGRAPHIE

- ABRIC Jean-Claude, 1994, « L'organisation interne des représentations sociales : système central et système périphérique », in Christian GUIMELLI (dir.), *Structures et transformations des représentations sociales*, Lausanne, Delachaux & Niestlé, p. 73-84.
- ABRIC Jean-Claude, 2005, « La recherche du noyau central et de la zone muette des représentations sociales », in Jean-Claude ABRIC (dir.), *Méthodes d'étude des représentations sociales*, Toulouse, ERES, p. 59-80.
- AVRY Loïc, 2012, *Analyser les conflits par les représentations spatiales. Une méthode cognitive par cartes mentales*, thèse soutenue en géographie-aménagement, Rennes, université Rennes 2.
- BARIBEAU Colette, 2009, « Analyse des données des entretiens de groupe », *Recherches qualitatives*, vol. 28/1, p. 133-148.
- CONSIDÈRE Sylvie et LELOUP Fabienne, 2017, « Comment interroger la frontière par les représentations sociales », in Sylvie CONSIDÈRE et Thomas PERRIN (dir.), *Frontières et représentations sociales*, Condé-sur-Noireau, Academia/L'Harmattan, coll. « Thélème XX », p. 27-59.
- DEBRAY Régis, 2010, *Éloge des Frontières*, Paris, Gallimard, 96 p.
- JODELET Denise, 2014, *Les représentations sociales*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 447 p.
- MOSCOVICI Serge, 1997, « Des représentations collectives aux représentations sociales : éléments pour une Histoire », in Denise JODELET (dir.), *Les représentations sociales*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », p. 79-103.
- SIMI Gianculla, 2019, *Mapping out the Edge: A Cartography of the Everyday in the Borderlands*, communication orale à la conférence de l'Association of Borderlands Studies, San Diego (États-Unis), 24 au 27 avril 2019.
- WASSENBERG Birte, REITEL Bernard et PEYRONI Jean, 2015, *Territorial Cooperation in Europe. A historical Perspective*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 172 p.